

Comment les mouvements internationaux de femmes peuvent-ils voir une influence sur les principaux centres de décision? Pour répondre à cette question, on doit se demander ce que nous devons changer, et comment le changer.

Je ne discuterai [ici] que de trois stratégies qui consistent à:

a) susciter un élan et un consensus pour une mondialisation équitable, basée sur la démocratie;

b) sortir (nous, les féministes et activistes en faveur de l'égalité entre les sexes) de la marge de ces débats et de ces actions;

c) connaître les nouveaux lieux de pouvoir et nous organiser en conséquence.

Mon premier point porte sur un objectif déterminant: passer d'une mondialisation menée par des intérêts privés à une mondialisation équitable. Les «boys» qui se sont rencontrés [au Forum économique mondial] à Davos sont à la fois les architectes et les principaux bénéficiaires des politiques et processus économiques résultant d'un programme économique néolibéral. [...] C'est ce système de mondialisation et de gouvernance qui renforce les hiérarchies de pouvoir, empêche la démocratie et nie les droits des femmes. La prolifération de nouvelles technologies, les modèles d'emploi flexibles, la présence de produits étrangers sur nos marchés locaux, la privatisation des services sociaux, dont celui de l'eau, la diffusion de la culture populaire américaine, et d'autres manifestations de la mondialisation, ont des répercussions sur presque tous les aspects de nos vies. En conséquence, de nombreux instituts, ONG et citoyens concernés font pression, entament des actions en justice et des campagnes afin que les gouvernements, les entreprises et les institutions internationales modifient leurs activités.

Porto Alegre, au Brésil, et son Forum social mondial, est peut-être le meilleur représentant de cette puissante réaction à la mondialisation menée par les grandes entreprises. Ce Forum – qui [en 2003] a réuni presque 100'000 activistes, intellectuels et journalistes venus du monde entier – est significatif à bien des égards. D'abord ce Forum représente la tête d'un fort mouvement d'opinion qui affirme qu'«un autre monde est possible ». À Porto Alegre, les résultats d'un sondage d'opinion mondial ont été publiés. Selon les données recueillies dans 20 pays du monde, la majorité des citoyens pensent que la mondialisation, menée essentiellement par les intérêts des sociétés multinationales, a enrichi les riches et appauvri les pauvres. La plupart des personnes interrogées ont le sentiment que leur sort est déterminé par des forces externes qu'ils ne contrôlent pas – et surtout que la société mondiale devrait se concentrer en premier lieu sur des objectifs sociaux plutôt que sur la croissance économique. La victoire écrasante de Lula au Brésil traduit ces sentiments.

Le Forum social mondial agit donc comme catalyseur du changement social en regroupant différents mouvements sociaux, en dépit de leurs différences, autour des principes de transparence, de diversité et de démocratie, dans le but de faire avancer des rêves, des projets sociaux et des alternatives économiques. C'est un espace dynamique de participation critique de l'information. Concurrent et stratégiquement programmé en fonction du Forum économique mondial de Davos, il représente la possibilité d'une mondialisation équitable, centrée sur l'individu – par exemple en défendant une mondialisation de la distribution des richesses plutôt qu'une mondialisation de la lutte contre la pauvreté (auquel cas ce sont les riches, et non les pauvres, qui sont au cœur du problème). Pour reprendre les mots de Susan George, d'ATTAC, aux participants du Forum: «Nous devons relever la tâche la plus difficile jamais entreprise dans l'histoire humaine: nous devons démocratiser le système international et l'obliger à répondre aux besoins de tous.»

Mais le Forum social mondial a ses limites. Il gagne en importance quantitative mais pas nécessairement du point de vue qualitatif; je veux dire par là qu'il ne permet pas assez d'approfondir ou de développer des alternatives. Par ailleurs, il rassemble des mouvements sociaux mondiaux – dont les mouvements de femmes – mais ces mouvements ne se nourrissent mutuellement ou ne s'allient que rarement. Les féministes doivent donc absolument participer aux mouvements généraux qui cherchent à faire évoluer la

gouvernance et les effets de la mondialisation, mais il y a encore beaucoup à faire pour s'assurer que les nouveaux modèles prennent vraiment en compte les questions de genre.

Je pense que les féministes, le féminisme ou les questions d'égalité entre les sexes demeurent en marge du Forum social mondial – malgré les efforts remarquables de groupes comme DAWN, la Marche mondiale des femmes ou Articulación Feminista Mercosur qui participent au Comité international de préparation du Forum social mondial. Je pense que cette politique de pure forme ou cette marginalisation s'expliquent autant par une ignorance des questions de genre de la part des autres mouvements sociaux que par les faiblesses de notre communauté de défense des droits des femmes. Ce qui m'amène à ma deuxième recommandation : nous devons traiter le problème de notre marginalisation au sein du mouvement général pour une mondialisation équitable et contre la gouvernance mondiale actuelle. Je décrirai seulement quatre problèmes à prendre en compte – ou à traiter différemment.

D'abord, dans bien des cas, nous pratiquons dans les faits une politique d'exclusion – c'est-à-dire que nous avons le sentiment que la lutte pour l'égalité entre les sexes est notre propriété. C'est «notre féminisme mais vos mouvements». En d'autres termes, nous sommes constamment tiraillées entre nos besoins d'autonomie et d'intégration. Ce qui veut également dire que nous voulons nos propres espaces, analyses et organisations, tout en souhaitant que les autres mouvements et organisations adoptent nos valeurs, perspectives et approches. Nous ne sommes pas assez nombreuses à chercher à construire des alliances avec les hommes ou avec d'autres mouvements sociaux (dont les mouvements pour la paix, la justice économique ou la justice raciale). En fait, à Porto Alegre, mon organisation (AWID) a mis sur pied un atelier de réflexion sur la construction d'alliances plus fortes entre les réseaux et mouvements. Un collègue indien, John Samuel, a dit que les alliances se construisent autour d'espaces communs au sein desquels nous négocions des visions et des valeurs communes. Le manque de solidarité découle du manque d'espaces communs. Je pense que nous devons sortir de ce dilemme – en rendant les espaces féministes plus accueillants – tout en reconnaissant honnêtement que pour nous intégrer dans des mouvements sociaux plus larges nous allons perdre certains combats.

En second lieu, [...] les questions de genre et développement traversent une crise très grave.

En fait, à cause de l'«ONGisation» ou de l'institutionnalisation des mouvements de femmes, l'essentiel du travail est devenu apolitique et purement technique. Ce qui minimise l'enjeu des négociations autour des espaces politiques, pour la construction d'alliances ou en faveur de programmes politiques qui sont les stratégies déterminantes pour la promotion de l'égalité entre les sexes. Les donateurs, représentants de la Banque mondiale, et même de nombreuses ONG, considèrent plutôt que le «travail en matière de genre » consiste à faire participer les femmes aux projets, à assurer la santé maternelle, ou à faire entrer les femmes dans des projets de crédit.

Nous devons donc nous tenir mutuellement responsables de tout ce qui constitue vraiment un «bon » travail en faveur de l'égalité entre les sexes, nous devons retrouver le féminisme, nous devons donner la priorité à des processus politiques et de transformation, et rejeter franchement les projets purement techniques.

Troisièmement, je dirai que nous devons faire plus de travail de préparation (et je prends aussi ma part de responsabilité dans cette affirmation). Nous devons apporter de la substance à nos demandes, par exemple pour des structures de gouvernance, des politiques économiques ou des programmes de développement qui prennent en compte les questions de genre. Il ne rime à rien d'exiger de nos gouvernements ou institutions internationales des «politiques commerciales intégrant une perspective de genre ». Comment les négociateurs en matière de commerce pourraient-ils savoir ce que nous voulons dire si nous-mêmes ne le savons pas? Nous devons aller plus loin que les manifestations symboliques de mécontentement, et déterminer quels genres de politiques commerciales, fiscales et d'investissements sont favorables aux droits des femmes, pour ensuite développer des stratégies explicites permettant de les mettre en application. Il est indéniable que le système néolibéral du marché n'est d'aucun bénéfice pour la majorité de la population mondiale; nous devons activement faire évoluer «les règles du jeu » et traduire concrètement des principes de démocratie économique, de droits humains et de participation citoyenne à l'économie qui soient spécifiques au genre. [...]

Ce ne sont que trois des moyens par lesquels les luttes féministes pourraient sortir de la marge et devenir plus centrales, et, de fait, transformer le mouvement pour une mondialisation

équitable. Mais une autre problématique se pose lorsqu'on se demande comment les mouvements internationaux de femmes peuvent avoir une influence sur les principaux centres de décision (et c'est mon troisième point): il s'agit de mieux comprendre où se situe le pouvoir, de le suivre dans ses déplacements, et de s'adapter de façon stratégique. [...] J'ai fermement pris position sur la question de «Pékin plus dix». Je suis résolument contre toute réunion gouvernementale au sein des Nations unies en 2005, qui ferait l'état des lieux des droits des femmes dans le monde, car l'environnement politique actuel est tout simplement trop hostile à l'égalité entre les sexes pour laisser aux gouvernements un espace de négociation de nos droits.

Les dernières réunions des Nations unies – comme le Sommet des enfants ou la conférence de Johannesburg sur le Développement durable – nous ont montré de manière flagrante que le gouvernement Bush est trop puissant et trop engagé dans le recul des droits des femmes – notamment des droits reproductifs et sexuels. Les ressources financières, humaines et en temps que nous devrions dépenser simplement pour rester à niveau et ne pas reculer par rapport aux accords des Nations unies en vigueur seraient beaucoup trop importantes, et ne pourraient tout bonnement pas être utilisées opportunément. Alors, d'accord pour une cinquième

Conférence mondiale des femmes – mais plus tard, disons en 2010. En fait, le combat féministe doit maintenant sortir des Nations unies. Cela ne veut pas dire que nous devons laisser de côté les Nations unies, car je reconnais qu'elles ont une importance géopolitique dans un monde soumis à l'hégémonie des États-Unis. Mais parmi les institutions internationales, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a un pouvoir et une importance bien plus grands pour les droits des femmes en cet âge de mondialisation. Une partie des discussions qui auront lieu cette année à Cancun, au Mexique, portera sur l'extension de l'activité de l'OMC vers de nouveaux commerces et services (comme celui de l'eau) ainsi que vers l'agriculture. Les pays sont liés par ces accords une fois qu'ils les ont signés, et ils seront mis en application avec détermination, pour le plus grand profit du monde développé.

Nous devons donc être présentes – les règles du commerce et des investissements changent trop vite pour que nous restions sur le côté de la route, ou pire, que nous restions muselés dans les caves des Nations unies à défendre le même projet de résolution qu’il y a dix ans.

Enfin, en ce qui concerne les nouveaux lieux de pouvoir, nous allons assister à un progrès des fondamentalismes au sein des gouvernements locaux et nationaux partout dans le monde. De l’Inde à l’Italie, nous voyons des dirigeants d’extrême droite se faire élire tous les jours. Pour avoir une influence sur les centres de décision, nous devons nous tourner non seulement vers l’espace macropolitique, mais également vers l’espace micropolitique. Pour reprendre les termes de Gigi Francisco, ma collègue de DAWN, «les formes [les plus] insidieuses de fondamentalisme vont surgir des patriarcats locaux. L’action radicale séculaire en faveur des droits des femmes va donc devoir affronter des enjeux importants». Dans les comités de Cochabamba, avec les agents de santé du Bangladesh ou dans les villages au Sénégal, nous devons redoubler d’efforts pour faire évoluer la masculinité, les relations au sein des ménages et les attitudes au travail par des politiques de transformation à la maison et dans la rue. La gouvernance mondiale n’évoluera pas sans une évolution de l’espace micropolitique. Les luttes locales sont en fait des luttes mondiales. La recherche-action n’en devient donc que plus importante.

Pour conclure, et bien que j’aie dressé un tableau plutôt sombre et accablant, je tiens à vous quitter sur des preuves d’espoir. Les «boys » de Davos ont peut-être reçu une bien plus grande couverture médiatique que nous à Porto Alegre, mais nous avons compris que l’ambiance y était très sombre. On peut facilement comprendre que le système économique actuel est fragile après les affaires Enron et Arthur Andersen, entre autres, même si leur conférence était intitulée, ironiquement, «Construire la confiance ». Pendant ce temps, en 5 ans, des centaines de milliers de personnes se sont mobilisées sous le slogan «Un autre monde est possible ».

Outre Porto Alegre, des forums sociaux régionaux se mobilisent actuellement partout dans le monde. [...] 250’000 personnes ont manifesté à Washington contre la guerre. Une telle mobilisation mondiale et locale contre la militarisation, les fondamentalismes et la mondialisation n’a aucun précédent dans l’histoire. De nouveaux espaces politiques s’ouvrent, des espaces dans lesquels le féminisme, l’égalité entre les sexes et les mouvements de femmes vont jouer un rôle fondamental.

Personnellement, j'ai été très émue par les belles paroles de la romancière indienne Arundhati Roy (auteur du roman *Le Dieu des petits riens* couronné dans le monde entier) dans le discours qu'elle a fait au Brésil et que je vous livre : «Une autre planète est possible. Elle est belle...  
Écoute bien, tu peux l'entendre respirer.

»